

TSA ALGÉRIE

02.04.17

Bourse d'Alger : pourquoi ça ne fonctionne pas ?



YAZID BENMOUHOU, DG DE LA BOURSE D'ALGER (© TSA ALGÉRIE)

Yazid Benmouhoub est directeur général de la Bourse d'Alger, Dans cet entretien, il pointe notamment du doigt vers un manque de dynamisme du marché secondaire et avance des pistes pour améliorer ce secteur, qu'il présente comme une alternative au financement bancaire.

À plusieurs reprises, les autorités ont annoncé des initiatives pour dynamiser la Bourse d'Alger. Pourquoi ça ne fonctionne pas ?

L'État a pris ses responsabilités pour relancer la Bourse d'Alger à travers la décision du conseil des participations qui a annoncé une liste de 8 sociétés publiques pour les introduire en bourse (CPA, CAR, Mobilis, trois cimenteries qui appartiennent au groupe Gica et l'entreprises hydro ménagement, filiale de Cosider Groupe). Certaines de ces entreprises disent qu'elles sont en processus d'évaluation, parce qu'elles sont de grande taille. La bourse ne peut pas exiger quelque chose aux entreprises, la balle est dans le camp des gestionnaires maintenant.

Aujourd'hui, la situation est différente de celles des années passées. Il y a une baisse très importante de la liquidité bancaire. Les banques actuellement ont commencé à aller vers la Banque d'Algérie pour emprunter de l'argent. Aujourd'hui, il est fort possible que les coûts des crédits augmentent. Dans ce cas, les chefs d'entreprises vont faire des arbitrages et là ils préfèrent aller vers la bourse qui peut jouer un rôle alternatif. Dans ce contexte, les jours de la Bourse d'Alger seront meilleurs à l'avenir.

Quelle est la moyenne des transactions par jour ? En nombre de titres et en valeur ?

Les statistiques de 2016 indiquent que le nombre de séances tenues est de 102. Le volume moyen des transactions par « jour boursier » est de 7.734 actions échangées et la valeur moyenne par « jour de bourse » est de 7.897.063 dinars. Actuellement, nous avons 5 titres cotés : trois privés (Alliance Assurances, Biopharm, NCA-Rouiba) et deux publiques (EGH El Aurassi, Sidal). C'est très faible comme offre, sans compter [l'échec de la souscription en bourse de la cimenterie d'Ain El Kebira](#). Durant les deux séances de cotations par semaine, lundi et mercredi matin, donc 8 séances par mois, il se trouve qu'il y a un problème de liquidité au niveau du marché. Il y a des séances infructueuses [aucun achat ou vente d'actions, NDLR].

Pourquoi ?

Ceux qui ont acheté des actions, soit sur le marché primaire ou le marché secondaire, ne peuvent pas les vendre rapidement parce que les ordres qui viennent en bourse sont très limités. Dans le mois, on a une trentaine d'ordres d'achat et de vente, ça ne permet pas au marché de se dynamiser. Ainsi, la majorité des actionnaires garde leurs actions. Ils les considèrent beaucoup plus comme un placement. Alors qu'à la bourse, normalement on surveille les cours et c'est l'achat et la revente qui dynamisent. J'explique cela par un manque de culture boursière.

Depuis plusieurs mois, aucune entreprise n'a déposé son dossier en vue d'une introduction en bourse, pourquoi ?

C'est difficile de répondre à une telle question. Les bourses dans le monde sont dynamisées par le secteur privé, mais en Algérie, la plupart des entreprises sont familiales et réticentes à l'ouverture du capital. Il y a un frein psychologique.

Actuellement, l'Algérie s'engage dans un nouveau modèle économique, donc un nouveau modèle de financement, dans une économie de marché. La gestion de ces entreprises privées reste archaïque, il faut élever le niveau de management et la meilleure manière, c'est de le faire à travers la bourse.

Par ailleurs, une étude indique que lorsque le fondateur décide de se retirer de l'entreprise, elle risque de disparaître dans les 5 années suivantes. Le meilleur moyen de protéger l'entreprise c'est donc d'aller à l'ouverture du capital en bourse

Les entreprises cotées se plaignent donc de l'absence de dynamisme du marché secondaire. Avez-vous pris des mesures ?

Il faut préciser que notre réglementation boursière n'est pas différente de celles qui existent dans le monde. Nous travaillons selon les mêmes standards. On travaille pour concrétiser l'ouverture d'un maximum d'entreprises, à travers la sensibilisation avec les chambres de commerce et les organisations patronales.

Nous venons de signer un contrat avec une société espagnole « BME AFI » (secteur des technologies), pour un nouveau système électronique de cotation, comme ceux qui existent dans les grandes bourses. Ce qui va permettre d'avoir plusieurs types de cotation : le fixing, le multi-fixing, le continue...etc. et avoir des transaction à travers le Web. Les travaux ont commencé depuis une semaine.

Doit-on suivre l'exemple saoudien en introduisant par exemple la Sonatrach ?

Bien que nous soyons tous deux des pays dépendants du pétrole, les Saoudiens ont une bourse très dynamique et très développée contrairement à nous. Le plus important pour le moment c'est de dynamiser la Bourse et d'attirer le maximum d'entreprises. Il nous faut encore une cinquantaine d'entreprises. Avec seulement cinq sociétés cotées, nous n'avons pas une « vraie » bourse.

Concernant l'introduction de Sonatrach, la décision appartient à l'État. D'ailleurs, avant de parler de la Sonatrach, il faut commencer par introduire les huit sociétés publiques prévues.